

Commission: Haut-commissariat aux ressources

Question: Des hauts fond à la Lune, y a-t-il une limite à l'exploitation des ressources ?

Auteur: Japon

Conscient et inquiet de l'épuisement des ressources non renouvelables sur Terre, le Japon fait de son mieux pour freiner ou éviter ce cap. C'est la raison pour laquelle notre pays pousse les limites de l'exploitation en allant puiser dans les riches ressources spatiales ou dans les fonds les plus profonds des océans, en continuant d'explorer celles sur son territoire. La délégation japonaise se focalise également sur le fait de mettre en place de nombreuses actions ou mesures qui tentent activement de réduire les recours aux sites naturels épuisables en les remplaçant et en les recyclant.

Premièrement, la délégation japonaise a réussi en 2030 à réduire son utilisation de charbon de 19%, de gaz naturel de 20% et de pétrole de 3%, avec en contrepartie une augmentation des énergies renouvelables, qui à présent sont à 36 %. Pour les atteindre, nous avons construits de nombreuses centrales et parcs solaires (qui respectivement peuvent approvisionner 22 000 et 30 000 foyers), investi 2000 milliards de Yen (12 milliards d'Euro) dans nos démonstrateurs d'éoliennes flottantes, réintégré l'énergie nucléaire dans notre mix énergétique (la source de 20% de notre électricité) et investit dans le gaz naturel liquéfié. Nous poursuivons aussi la construction des centrales thermiques utilisant l'hydrogène, l'ammoniac et l'absorption vers l'horizon 2050. Au total, le Japon a investi plus de 100 milliards de dollars dans les énergies renouvelables depuis 2020.

D'autre part, le Japon, qui accorde une grande importance à la réutilisation de certaines ressources non renouvelables, est l'un des pays leaders en matière d'exploitation minière urbaine. Cette pratique, que l'on applique depuis le milieu des années 2000, consiste à extraire et recycler les métaux rares (ors, argent, cuivre, europium, palladium...) de déchets électroménagers. Depuis 2020, le Japon a doublé sa somme de matériaux recyclés, avec 420, 000 tonnes de cartes électroniques, dont les métaux ont été relevés. En 2030 nous continuons fermement sur cette voie, car c'est par le minage urbain que nous avons amélioré notre sécurisation de ces ressources non renouvelables, réduit la nécessité d'exploiter de nouvelles matières premières, et également créé une économie circulaire.

En supplément, la délégation japonaise voit alors une limite lointaine à l'exploitation de nouvelles sources d'approvisionnement et cherche à explorer toutes les possibilités par le biais de trois initiatives principales. La première initiative se focalise donc sur des recherches de nouvelles ressources géothermiques et inexploitées sur le territoire japonais en finançant des entreprises japonaises. Ces enquêtes ont, plutôt activement, lieu depuis 2016. Quant à la deuxième, elle vise à explorer les gisements dans les profondeurs marines. Le Premier Ministre Japonais avait lancé, en 2014, onze programmes, qui consistaient d'une série d'initiatives visant à identifier ces gisements minéraux dans les profondeurs (principalement de l'océan Pacifique) riches en nodules (nickel, cobalt...), métaux précieux (or, argent, zinc...) et terres rares (néodyme, dysprosium...). Ainsi, depuis 2027, il existe des technologies capables de pomper 350 tonnes de boues de terres rares des fonds marins et les traiter le jour même, avec également des robots récoltants des nodules à plus de 4 kilomètres de profondeur. Le Japon comprend les risques environnementaux que ces extractions peuvent causer à l'écosystème océanique et est engagé à ce qu'elles soient moins invasives. Ces procédés, par ailleurs, nous permettent d'avoir une indépendance énergétique et de toujours avoir recours à ces ressources presque épuisées sur terre.

La dernière initiative est l'exploitation des ressources spatiales. Le Japon a investi en 2024, 6 milliards USD pour les dix prochaines années dans des universités et entreprises privées afin d'accélérer les recherches et le développement de technologies en relation avec l'exploitation des ressources spatiales. En 2030, des missions avancées ont lieu et le Japon est encore un acteur dans le programme Artémis, visant l'extraction de ressources lunaires.

Dernièrement, le Japon conçoit parfaitement le besoin de coopération entre le plus de pays possible, pour pouvoir veiller sur l'utilisation des ressources non renouvelables. C'est pour cela que notre pays a créé plusieurs agences qui convoite cela. L'une d'elle est la plus importante en aides bilatérales au

monde (qui vont directement du pays donneur au bénéficiaire) : la JICA . Elle est active dans plus de 150 pays et régions, dont dans son pays d'origine le Japon. Le JICA joue un rôle important dans le transfert de technologies vertes aux pays en développement et soutient des projets d'énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Pour conclure, le Japon a effectué un grand nombre d'action qui ont réellement fait une différence et grandement ralenti sa part d'utilisation de ressources renouvelables. En 2030, notre pays a atteint des exploits scientifiques en relation avec l'extraction de nouvelles ressources et continue avec cette même ambition dans le futur. Pour l'année 2050, la délégation japonaise s'engage à augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique pour qu'elle soit entre 50% et 60%, à continuer ses aspirations d'exploitations de matériaux jusqu'à la Lune, à donner encore plus d'importance au minage urbain et à continuer de coopérer avec de nombreux pays pour combattre le désastre des épuisements de ressources non renouvelables.